



PRÉFET DU NORD

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
des Hauts-de-France

Arrêté préfectoral portant dérogation au titre de l'art. L.411-2 CE au bénéfice de Voies navigables de France en vue de la remise en navigation du Canal de Condé-Pommeroeul

LE PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

PRÉFET DU NORD

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2, L. 411-1, L. 411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L411-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE en qualité de Préfet de la région Nord Pas-de-Calais Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

VU le décret du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 modifié portant délégation de signature à Madame Violaine DEMARET, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en Région Nord – Pas-de-Calais complétant la liste nationale ;

VU la demande de dérogation aux interdictions mentionnées dans les arrêtés ministériels du 29 octobre 2009 et du 1^{er} avril 1991 précités, sollicitée par Voies navigables de France (VNF) le 21 novembre 2016 ;

VU les avis du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) datés du 19 juin 2017 et du 16 avril 2018 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis du CNPN produit par VNF ;

VU la consultation du public menée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France du 29 juillet au 12 août 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation concerne les espèces protégées visées à l'article 3 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L.411-2-4° du code de l'environnement permettent, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, la délivrance de dérogations à ces interdictions à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien dans un état de conservation favorable des espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la remise en navigation du Canal de Condé-Pommeroeul permettant une liaison fluviale directe entre les canaux à grand gabarit français et le canal du centre à grand gabarit en Belgique ;

CONSIDÉRANT que VNF démontre ainsi la raison impérative d'intérêt public majeur du projet ;

CONSIDÉRANT que VNF démontre qu'il n'existe pas d'alternative satisfaisante réduisant davantage les impacts sur les espèces protégées après mise en œuvre des mesures d'évitement lors de la conception du projet ;

CONSIDÉRANT que les opérations ne sont pas de nature à remettre en cause la capacité des spécimens à accomplir leur cycle biologique ou à compromettre leur présence dans leur aire de répartition naturelle du fait des mesures de réduction et de compensation définies par VNF ;

Sur proposition du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

Article 1 : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la présente dérogation est Voie Navigable de France, 3 rue Jeanne Maillotte 59 000 Lille.

Article 2 : Nature de la dérogation

Dans le cadre des travaux de remise en navigation du canal de Condé-Pommeroeul, le bénéficiaire est autorisé à déroger aux interdictions de destruction, altération, dégradation de site de reproduction et d'aires de repos et de perturbation intentionnelle d'espèces animales protégées ainsi qu'à l'enlèvement d'espèces végétales protégées mentionnées à l'article 3 du présent arrêté, sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des conditions définies aux articles 4 et suivants du présent arrêté

Article 3 : Espèces concernées

Les espèces animales protégées concernées par la présente dérogation sont les suivantes :

<i>Acrocephalus schoenobaenus</i>	Phragmite des joncs
<i>Acrocephalus scirpaceus</i>	Rousserolle effarvatte
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe
<i>Anthus trivialis</i>	Pipit des arbres
<i>Carduelis cannabina</i>	Linotte mélodieuse
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant
<i>Carduelis chloris</i>	Verdier d'Europe
<i>Cettia cetti</i>	Bouscarle de Cetti
<i>Corvus monedula</i>	Choucas des tours
<i>Cuculus canorus</i>	Coucou gris
<i>Cygnus olor</i>	Cygne tuberculé
<i>Emberiza citrinella</i>	Bruant jaune
<i>Emberiza schoeniclus</i>	Bruant des roseaux
<i>Hippolais polyglotta</i>	Hypolaïs polyglotte, Petit contrefaisant

<i>Ixobrychus minutus</i>	Butor blongios, Blongios nain
<i>Locustella naevia</i>	Locustelle tachetée
<i>Luscinia megarhynchos</i>	Rossignol philomèle
<i>Luscinia svecica</i>	Gorgebleue à miroir
<i>Motacilla cinerea</i>	Bergeronnette des ruisseaux
<i>Muscicapa striata</i>	Gobemouche gris
<i>Parus montanus</i>	Mésange boréale
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore
<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	Rougequeue à front blanc
<i>Picus viridis</i>	Pic vert, Pivert
<i>Podiceps cristatus</i>	Grèbe huppé
<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	Bouvreuil pivoine
<i>Saxicola torquatus rubicola</i>	Tarier pâtre
<i>Strix aluco</i>	Chouette hulotte
<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon

Les espèces végétales protégées concernées par la présente dérogation sont les suivantes :

<i>Astragalus glycyphyllos</i>	Réglisse sauvage, Astragale à feuilles de Réglisse
<i>Chrysosplenium alternifolium</i>	Dorine à feuilles alternes
<i>Myosotis sylvatica</i>	Myosotis des forêts
<i>Ophrys apifera</i>	Ophrys abeille
<i>Rosa tomentosa</i>	Rosier tomenteux
<i>Silaum silaus</i>	Silaüs des prés
<i>Stellaria nemorum</i>	Stellaire des bois
<i>Thalictrum flavum</i>	Pigamon jaune

Article 4 : Lieu d'intervention

Région administrative : Hauts-de-France

Département : Nord

Communes : Thivencelle, Saint-Aybert, Condé-sur-l'Escaut, Fresnes-sur-Escaut, Maing, Vieux-Condé

Article 5 : Mesures d'évitement

Mesure A01 : évitement des secteurs à enjeux écologiques sur les terrains de dépôt

Pour les terrains de dépôts N°5, 13 et 101, la zone d'exploitation est définie afin d'éviter de détruire les secteurs à enjeux écologiques. Les secteurs ainsi préservés sont identifiés en annexe 1 pages 80 à 83.

Article 6 : Mesures de réduction

Mesure A02 : évitement des stations d'espèces protégées

Les stations d'espèces protégées ainsi que les espèces patrimoniales répertoriées en bordure de chantier et sur les zones exploitées des terrains de dépôts sont balisées de manière à éviter leur destruction directe (Annexe 1 pages 84 à 85).

Mesure A03 : Phasage temporel

Les opérations de préparation du terrain et notamment le débroussaillage ne pourront être menées qu'en dehors de la période de nidification de l'avifaune du 1^{er} août au 31 mars (Annexe 1 page 86).

Mesure A06 : limiter les risques de pollutions du milieu naturel

Les zones d'entretien, de nettoyage et de dépotage du carburant devront être équipées de dispositifs visant à éviter la dispersion dans le milieu naturel d'hydrocarbure, de propagules d'espèces exotiques envahissantes ainsi que tout autre produit nocif pour l'environnement (Annexe 1 page 91).

Article 7 : Mesures de compensation

Mesure C01 : gestion écologique et préservation des sites de réimplantation des espèces végétales protégées

les secteurs évités des terrains de dépôt n°5, 13 et 101 accueillant les spécimens d'espèces végétales déplacés font l'objet d'une gestion visant à favoriser ces espèces. Ces espaces sont rétrocédés à une structure spécialisée dans la gestion d'espace naturel au plus tard 5 ans après la fin des opérations visés par le présent arrêté (Annexe 2 pages 105 à 106).

Mesure C02 : Création d'habitats de reproduction et de repos favorables à l'avifaune au niveau des anciens terrains de dépôt n°18 et n°108

Deux anciens terrains de dépôt sont aménagés afin de présenter des habitats favorables à l'avifaune des zones humides (annexe 2 pages 106 à 112 et annexe 4 pages 74 à 76) :

- Aménagement d'un complexe de zones humides en eau stagnante et semi-stagnante et préservation d'une partie du boisement existant au niveau de l'ancien terrain de dépôt n°18 sur une superficie totale de 6,8 ha selon les modalités précisées en annexe 4 pages 74 à 75;
- aménagement d'une zone humide de 22 ha avec étang, vasières et roselières au niveau de l'ancien terrain de dépôt n°108 couvrant une superficie totale de 30 ha selon les modalités précisées en annexe 4 pages 75 à 76.

Mesure C03 : Aménagement d'habitats de reproduction et de repos favorables à l'avifaune et notamment au Blongios nain sur les berges reconstituées du canal

Afin de recréer des habitats favorables aux espèces des zones humides et plus particulièrement des roselières, les berges du canal seront aménagées selon 3 modalités (annexe 4 p 70 à 73) :

- valorisation des surlargeurs du canal avec création de trois grèves alluviales à niveau d'eau affleurant pour un total de 6,51 ha (environ 1690 mètres linéaires). Ces espaces se répartissent de la manière suivante :
 - 600 m en rive gauche du canal sur la commune de Fresnes-sur-Escaut ;
 - 240 m en rive droite sur la commune de Thivencelle en bordure du terrain de dépôt n°18 ;
 - 850 m en rive droite sur la commune de Thivencelle au niveau du terrain de dépôt n°17.
- mise en place d'enrochements et de géotextiles végétalisés (5920 mètres linéaires) avec une pente de 2 pour 1.
- mise en place d'enrochements et de géotextiles végétalisés avec banquette humide sur un linéaire de 3720 m. Les banquettes présentent une largeur de 1,5 à 3 m et sont implantées approximativement au niveau de la nappe des plus hautes eaux du canal (14,5m NGF). Elles sontensemencées avec un mélange d'espèces herbacées prairiales mésophiles indigènes.

Mesure C04 : Reconstitution d'habitats de reproduction et de repos favorables à l'avifaune sur les casiers des terrains de dépôt n°5, n°13 et n°101

Suite à la période de ressuyage estimée à 3 ans, les zones exploitées sur les terrains de dépôt N°5, 13 et 101 font l'objet de mesures de restauration écologique précisées dans un plan de gestion (Annexe 2 page 114)

MCC1 : opérations de restauration écologique sur le terrain de dépôt n°5

9 ha du terrain de dépôt n°5 font l'objet d'opérations de gestion en faveur, notamment de la Dorine à feuilles alternes, de la Stellaire des bois, du Myosotis des bois, des chiroptères et des amphibiens. Les actions mises en œuvre sont précisées en annexe 4 pages 88 à 89.

MCC2 : opérations de gestion écologique sur le terrain de dépôt n°13

2 ha du terrain de dépôt n°13 font l'objet d'opérations de gestion en faveur, notamment de l'Astragale à feuilles de réglisse, du Myosotis des bois et du Silaus des prés. Les actions mises en œuvre sont précisées en annexe 4 pages 90 à 91.

MCC3 : opérations de gestion écologique sur le terrain de dépôt n°101

5,3 ha du terrain de dépôt n°101 font l'objet d'opérations de gestion en faveur, notamment de l'Astragale à feuilles de réglisse et de l'Ophrys abeille. Les actions mises en œuvre sont précisées en annexe 4 pages 92 à 93.

MCC4 : mise en place d'arrêtés de protection de biotope sur 5 terrains de dépôt
Les terrains de dépôts n°6, 17, 20, 21 et 107 font l'objet d'un plan de gestion et d'un arrêté préfectoral de protection de biotope (annexe 4 pages 80 à 87).

MCC5 : aménagement d'une zone d'expansion de crue
La zone d'expansion de crue située à proximité de l'exutoire de la Rie dans l'Escault est aménagée conformément à la description reprise à l'annexe 4 page 79.

Article 8 : Mesures d'accompagnement

Mesure A04 : Suivi écologique du chantier

Un écologue assure le suivi écologique du chantier de la phase amont à la remise en état des emprises travaux, la sensibilisation des entreprises et la rédaction d'un cahier de prescriptions écologiques adaptés aux enjeux du chantier (annexe 1 pages 87 à 88).

Mesure A05 : limiter les risques de propagation des espèces exotiques envahissantes

Dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, les stations au sein des emprises ou à proximité immédiates sont identifiées et font l'objet d'actions visant à éviter leur dissémination (annexe 1 pages 89 à 90).

Mesure AC01 : Déplacement expérimental des stations d'espèces végétales protégées impactées

Pour chaque espèce, les modalités des transferts (récolte de graine, déplacement de pieds, méthodes utilisées, période, ...) sont évaluées par le Conservatoire Botanique de Bailleul.

Les sites d'accueil sont précisés en annexe 4 pages 62 à 68 pour la majorité des stations et en annexe 3 pour l'Astragale à feuille de réglisse et l'Ophrys abeille sur le terrain de dépôt 101.

Mesure AC02 : Suivi scientifique des espèces visées par les mesures de compensation et d'accompagnement

Les déplacements des sept espèces végétales protégées font l'objet d'un suivi en années 1, 2, 3, 5, 10, 15 et 20 suivant la réalisation des déplacements.

Le déplacement des espèces végétales patrimoniales fait l'objet d'un suivi en année 1, 2, 3, 5 et 10 suivant la réalisation des déplacements.

L'avifaune fait l'objet d'un suivi en année 1, 3, 5 et 10 sur les terrain de dépôts et les sites de mesure compensatoire.

Les opérations de restauration écologiques font l'objet d'un suivi en année 1, 3, 5, 10, 15 et 20 suivant leur réalisation.

Mesure AC03 : Mise en place d'une gestion écologique adaptée des espaces naturels préservés

Un plan de gestion pour les berges et les sites de compensation définis dans le présent arrêté est défini et mis en œuvre au maximum 2 ans après la fin des opérations de remise en navigation du Canal.

Mesure ACC : géotextile biodégradable

Dans le cadre de l'aménagement des berges du canal, un géotextile biodégradable sera mis en place sur un linéaire total cumulé de 3270 m soit 18 670 m².

Article 9 : Modalité de compte-rendu des interventions

Avant le 31 mars de l'année suivante, un bilan des suivis réalisés durant l'année est transmis à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et à la Direction départementale des territoires et de la mer du Nord. Ce bilan doit être conclusif quant à l'efficacité des mesures mises en place et proposer, le cas échéant, des mesures correctives afin d'atteindre les objectifs visés.

Les données résultant des inventaires réalisés dans le cadre de la présente autorisation sont transmises aux bases de données régionales afin d'alimenter les inventaires et cartes de répartition des espèces au sein du système d'information sur la nature et les paysages (SINP).

Article 10 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable **jusqu'au 31 juillet 2024**.

Avant expiration de cette dérogation, son renouvellement peut être demandé, par son bénéficiaire, sur la base d'un dossier argumenté transmis à la DREAL Hauts-de-France, détaillant l'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues par le présent arrêté et le calendrier révisé du projet.

Article 11 : Transfert de l'autorisation à un autre bénéficiaire

Le bénéficiaire d'une dérogation peut transférer celle-ci à une personne. Le nouveau bénéficiaire, au moins un mois avant la date d'effet du transfert, déclare celui-ci au préfet ou, dans les cas prévus aux articles R.411-7 et R.411-8, au ministre chargé de la protection de la nature. Cette déclaration mentionne, si le nouveau bénéficiaire est une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et s'il est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Elle indique en outre la nature des activités du nouveau bénéficiaire et justifie la qualification des personnes amenées à mettre en œuvre l'opération autorisée.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la déclaration, l'autorité qui l'a reçue en délivre récépissé ou, dans le cas où le nouveau bénéficiaire ne dispose pas des capacités suffisantes pour respecter les conditions dont est assortie la dérogation, refuse le transfert. Ce refus est notifié au bénéficiaire initial de la dérogation et à l'auteur de la déclaration. Si, dans le délai mentionné ci-dessus, cette autorité n'a ni délivré récépissé de la déclaration, ni refusé le transfert de la dérogation, ce transfert est autorisé.

Article 12 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 1 à 9 du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L415-3 du code de l'environnement.

Article 13 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59 014 Lille Cedex, par l'introduction d'un recours contentieux :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai de deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Conformément aux dispositions de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut également faire l'objet, dans le délai du recours contentieux qui vient d'être défini, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours du délai de recours contentieux. Ce délai de recours contentieux ne recommence à courir que lorsque le recours gracieux ou hiérarchique a été rejeté.

Article 14 : Exécution de l'arrêté et publication

La secrétaire générale de la préfecture du Nord, le responsable du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et notifié au bénéficiaire.

Fait à Lille, le

16 SEP. 2019

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale


Violaine DÉMARET